

revenu, des politiques expansionnistes visant à la pleine utilisation du potentiel de rendement de notre économie, et des contrôles pour assurer que les placements s'appliquent aux projets de création d'emplois et d'entreprises de haute priorité sur le plan social. Nous avons préconisé une Commission de révision des prix qui vérifierait s'ils sont artificiellement gonflés ou montent par suite de réelles pressions économiques. Nous avons dit que si la Commission de révision des prix ne suffisait pas, nous appuierions des contrôles sélectifs obligatoires, à condition qu'ils s'appliquent à tous les genres de revenu et non pas uniquement aux traitements et salaires. Le seul ministre ayant dit qu'il fallait quelque chose de semblable est le ministre du Travail (M. Mackasey). Il a déclaré à la Chambre qu'il fallait trouver un autre moyen que la création délibérée du chômage pour combattre l'inflation.

Le fait est, monsieur l'Orateur, que malgré le prix que nous payons pour juguler l'inflation, nous ne l'avons pas arrêtée et elle n'a pas disparu. J'aimerais citer une phrase du premier ministre parue dans le *Globe and Mail* du 24 décembre 1970 car elle restera sûrement dans l'histoire comme une perle de la sagesse parlementaire canadienne. Il a déclaré: «L'inflation a disparu au Canada».

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Douglas:** Monsieur l'Orateur, l'inflation n'a pas disparu, elle ne fait que ralentir un instant. L'augmentation du coût de la vie a été provisoirement enrayerée beaucoup grâce à la libération du dollar canadien mais elle n'a été que ralentie et ne va pas tarder à accélérer. Le coût de la vie a augmenté en janvier et février et si le même rythme se maintient pendant le reste de l'année, il atteindra 5 p. 100. Bien sûr, le gouvernement est devant un dilemme inhérent à un manque de planification de notre économie. Tant le premier ministre que le ministre des Finances n'ont cessé d'avertir la Chambre et le Congrès du travail du Canada qu'une expansion trop accentuée de notre économie pourrait provoquer une accélération de l'inflation.

Le gouverneur de la Banque du Canada, M. Rasminsky, déclare exactement la même chose dans le rapport qu'il vient de déposer au Parlement. Il a déconseillé au gouvernement de se fixer un objectif de reprise économique sans rapport avec la réalité et susceptible de surchauffer à nouveau notre économie. Monsieur l'Orateur, les partisans d'une économie sans planification demandent à nos concitoyens d'accepter l'alternative suivante: soit le plein emploi avec l'inflation, soit une stabilité des prix et le chômage. On demande aux Canadiens de faire un choix horrible. En fait, et par la faute de mesures gouvernementales mitigées, nous avons à la fois le chômage et une augmentation des prix.

**Des voix:** Bravo!

**M. Douglas:** Selon le NPD, rien ne nous oblige à accepter une de ces alternatives, le plein emploi n'entraîne pas nécessairement l'inflation pas plus que la stabilité des prix ne provoque forcément le chômage.

[M. Douglas.]

Dans son premier exposé annuel, le Conseil économique du Canada fixait des objectifs à l'économie canadienne en déclarant que l'on devrait pouvoir maintenir un rythme de croissance annuelle de 5½ à 6 p. 100 par année, restreindre le chômage à 3 p. 100 ou moins et les hausses de prix à 2 p. 100 ou moins. Cet objectif proposé par le Conseil économique du Canada, monsieur l'Orateur, n'était pas seulement souhaitable mais possible. Je signale au gouvernement qu'il devrait suivre les recommandations de M. Arthur Smith et du Conseil économique du Canada plutôt que de s'en remettre à la sagesse de convention de M. Rasminsky, gouverneur de la Banque du Canada, au dire duquel le progrès et le plein rendement économique sans inflation sont un objectif extrêmement ambitieux, qui ne tient pas compte de la réalité. Si le gouvernement s'en tient à cela, il lui faudra osciller constamment entre le ralentissement économique et le chômage, d'une part, et le plein emploi et l'inflation galopante d'autre part. Nous passerions alors constamment de la prospérité à la faillite, les périodes de la première se faisant plus brèves et celles de la seconde, toujours plus longues.

J'espère que le gouvernement va suivre les conseils de M. Smith, car les programmes qu'il recommande permettraient d'utiliser tout notre potentiel économique pour assurer le plein emploi en même temps qu'une relative stabilité des prix. C'est parce que le gouvernement a refusé de suivre ces recommandations et de donner suite à ce programme que le Canada se trouve aujourd'hui dans cet infernal imbroglio économique.

● (12.20 p.m.)

Nous autres, du Nouveau parti démocratique, avons soutenu depuis toujours qu'il faut planifier notre économie; que l'homme n'est pas au service de l'économie, et que la raison d'être de celle-ci est de satisfaire les besoins de la population. Nous soutenons que nous ne pouvons nous permettre de laisser l'appareil économique entièrement aux mains de ceux qui ne songent qu'à réaliser les plus gros profits possibles. Cela ne peut que mener au désastre, comme nous avons déjà pu nous en rendre compte. C'est se tromper sur toute la ligne que de penser que, si on leur laisse leurs coudées franches, les sociétés donneront les résultats que nous souhaitons. Nous avons fait à différentes reprises des propositions qui permettraient d'assurer au Canada un plein emploi relatif, tout en conduisant à la stabilité des prix. Nous avons adjuré le gouvernement d'opter pour un programme expansionniste. Si l'inflation se caractérise par une masse monétaire trop importante eu égard aux biens disponibles, nous devrions utiliser nos moyens de production pour produire davantage de biens au lieu de provoquer une récession artificielle.

Nous avons réclamé une nouvelle répartition des revenus. Il est parfaitement clair, puisque 20 p. 100 de la population du Canada vivent au-dessous du niveau de la pauvreté et 20 p. 100 dans l'indigence, que créer un pouvoir d'achat dans ce secteur serait le meilleur moyen de stimuler l'économie et d'assurer le plein emploi. M.